
ÉTUDE DES CRÉDITS

2009-2010

**Demandes de renseignements généraux
et de renseignements particuliers
requis par l'Opposition officielle**



ÉTUDE DES CRÉDITS

2009-2010

**Demandes de renseignements généraux
requis par l'Opposition officielle**



COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

#	Table des matières
1.	Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2008-2009 : <ul style="list-style-type: none">- les endroits et dates du départ et du retour;- le but du voyage;- les personnes rencontrées;- le coût;- le nom des ministres, députés, personnel de cabinet, fonctionnaires concernés (avec leur titre) et autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;- la copie des rapports de mission;- pour les organismes, le nom des dirigeants et fonctionnaires concernés.
2.	Pour chacun des ministères ou organismes publics et parapublics, lors de mission à l'étranger : <ul style="list-style-type: none">- la liste des ententes signées et/ou annoncées;- les détails de ces ententes;- les résultats obtenus à ce jour;- la copie du rapport de mission;- les investissements annoncés.
3.	Les sommes dépensées pour les voyages en avion et/ou en hélicoptère de chaque membre du Conseil des ministres et des membres des cabinets ministériels au Québec et à l'étranger.
4.	Liste des dépenses en publicité (incluant dans Internet), en articles promotionnels et en commandites : <ul style="list-style-type: none">- les sommes dépensées pour l'exercice financier 2008-2009 et les prévisions pour 2009-2010;- les firmes de publicité;- le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);- le nom des fournisseurs, incluant les contrats de photographes;- le but visé par chaque dépense;- dans le cas d'une commandite, l'organisme bénéficiaire.
5.	Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère, un cabinet ministériel ou un organisme en 2008-2009 en indiquant : <ul style="list-style-type: none">- le nom du professionnel ou de la firme;- le mandat et le résultat (rapport ou document final);- le coût;- dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.
6.	Pour chaque projet de développement informatique de plus de un million de dollars initié depuis l'exercice financier 2003-2004 au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société et ou d'une entreprise relevant du ministère : <ul style="list-style-type: none">- le nom du projet;- la nature du projet;- le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;- les plus récents estimés du coût du projet;- les sommes totales engagées à ce jour reliées au projet;- les firmes ou OSBL associés au développement du projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour et le mode d'octroi du contrat le cas échéant;- le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour.

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

#	Table des matières
7.	<p>Pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour l'année 2008-2009, de chacune des dépenses suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">- la photocopie;- la téléphonie cellulaire et coût d'utilisation incluant les «Blackberry»;- les ordinateurs portables;- les téléavertisseurs;- le mobilier de bureau;- les distributeurs d'eau de source;- le remboursement des frais de transport;- le remboursement des frais d'hébergement;- le remboursement des frais de repas;- l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :<ul style="list-style-type: none">i. au Québec;ii. à l'extérieur du Québec.
8.	<p>Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2004-2005, 2005-2006, 2006-2007, 2007-2008 et 2008-2009 ainsi que les prévisions pour 2009-2010, (par établissement pour le ministère de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'Éducation) :</p> <ul style="list-style-type: none">- le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc...);- le nombre total de jours de maladie pris par le personnel;- le nombre total d'heures de travail supplémentaires réalisées par le personnel et répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc...);- le nombre total de jours de vacances pris par le personnel;- le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique;- l'évolution des effectifs réguliers par catégories d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);- l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;- le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;- le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);- le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires;- le nombre de départs à la retraite anticipés pour les cinq prochaines années.
9.	<p>Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en indiquant pour chacun d'eux :</p> <ul style="list-style-type: none">- l'emplacement de la location;- la superficie du local loué;- la superficie réellement occupée;- la superficie inoccupée;- le coût de location au mètre carré;- le coût total de ladite location;- les coûts d'aménagement réalisés depuis le 1^{er} avril 2008, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

#	Table des matières
	<ul style="list-style-type: none">- la durée du bail;- le propriétaire de l'espace loué.
10.	Coûts de déménagement, d'aménagement et travaux effectués dans les cabinets ministériels et dans leur bureau de circonscription du 1 ^{er} avril 2008 à ce jour.
11.	Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2008-2009 en indiquant pour chaque individu : <ul style="list-style-type: none">- la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant;- le titre de la fonction;- l'adresse du port d'attache;- le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;- la prime de départ versée, le cas échéant;- la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;- la description de tâches;- le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet depuis le 1^{er} avril 2008;- le nombre total d'employés au cabinet;- la masse salariale totale par cabinet pour les années, 2005-2006, 2006-2007, 2007-2008 et 2008-2009;- le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la fonction occupée;- s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées <u>Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre</u> et <u>Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État</u>.
12.	Liste des sommes d'argent versées en 2008-2009 à même le budget discrétionnaire du : <ol style="list-style-type: none">i. ministre;ii. ministère ou de l'organisme, en indiquant :<ul style="list-style-type: none">- le nom de l'organisme concerné ou de la personne;- la circonscription électorale;- le montant attribué;- le projet visé et le résultat.
13.	La ventilation détaillée des budgets de dépenses découlant des transferts obtenus du gouvernement fédéral (préciser le montant reçu) en 2006-2007, 2007-2008 et 2008-2009; pour chacun des programmes ou des fonds, description sommaire du mode de subvention et les prévisions pour les exercices financiers 2009-2010, 2010-2011 et 2011-2012.
14.	Liste du personnel en disponibilité par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc...) en indiquant : <ul style="list-style-type: none">- le poste initial;- le salaire;- le poste actuel, s'il y a lieu;- la date de la mise en disponibilité;- la prévision 2009-2010 et 2010-2011.
15.	Pour chaque ministère et organisme, le nombre d'occasionnels mis à pied par catégories d'âge en 2008-2009.

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

#	Table des matières
16.	Liste du personnel hors structure, par catégories d'emploi, (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc...) rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère : <ul style="list-style-type: none">- le nom de la personne;- le poste occupé;- le salaire;- l'assignation initiale;- la date de l'assignation hors structure;- la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.
17.	Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à des organismes parapublics non gouvernementaux et autres : <ul style="list-style-type: none">- l'assignation initiale;- l'assignation actuelle;- le salaire;- la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.
18.	Liste du personnel par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels) qui reçoit une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère et qui reçoit également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers, en indiquant : <ul style="list-style-type: none">- le salaire de la personne;- le montant reçu du régime de retraite.
19.	Liste de tous les abonnements du ministère et organismes publics ainsi que le coût de chacun : <ul style="list-style-type: none">- les clubs privés ou autres;- les billets de saison;- etc.
20.	Pour chaque site Internet (incluant ceux des événements ponctuels), et ce, depuis l'existence du site : <ul style="list-style-type: none">- le nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site;- le coût de construction du site;- le coût de l'entretien et de la mise à jour;- le responsable du contenu sur le site;- la fréquence moyenne de mise à jour;- le nombre de visiteurs (hits) par mois;- combien de fois le site a-t-il été refait? Quel a été le coût? Quels sont les critères qui ont justifié les changements?
21.	Nominations, depuis le 1 ^{er} mai 2008, de mandataires, émissaires, négociateurs, médiateurs, commissaires, experts, enquêteurs et sans en restreindre la portée : <ul style="list-style-type: none">- la liste;- les mandats;- les contrats;- le résultat du travail effectué;- les échéances prévues;- les sommes impliquées.
22.	Pour 2008-2009, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées ministérielles et sous-ministérielles dans les régions du Québec, en ventilant pour chacune des régions.

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

#	Table des matières
23.	Pour chaque ministère et organisme, les montants déboursés en 2008-2009 ainsi que les prévisions pour 2009-2010 pour les études, avis ou achat de matériel (logiciels ou équipements), pour la mise en place du Gouvernement en ligne, les contrats octroyés, les échéances prévues.
24.	Nombre de demandes d'accès à l'information par ministère et organisme pour 2008-2009 : <ul style="list-style-type: none">- le nombre de refus;- le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;- le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours.
25.	La liste de tous les mandats confiés à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres : <ul style="list-style-type: none">- le coût;- le nombre de ressources affectées;- le nombre de rencontres;- le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre.
26.	La liste des ententes et leur nature, signées depuis le 1 ^{er} avril 2008 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral et/ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

1 LISTE DES VOYAGES HORS QUÉBEC POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2008-2009: LES ENDROITS ET DATES DU DÉPART ET DU RETOUR; LE BUT DU VOYAGE; LES PERSONNES RENCONTRÉES; LE COÛT; LE NOM DES MINISTRES, DÉPUTÉS, PERSONNEL DE CABINET, FONCTIONNAIRES CONCERNÉS (AVEC LEUR TITRE) ET AUTRES PARTICIPANTS (AVEC LEUR TITRE) REGROUPÉS PAR MISSION; LA COPIE DU RAPPORT DE MISSION; POUR LES ORGANISMES, LE NOM DES DIRIGEANTS ET FONCTIONNAIRES CONCERNÉS.

ENDROIT ET DATE	BUT DU VOYAGE	PERSONNES RENCONTRÉES	COÛT	NOM DES PARTICIPANTS
Toronto aller 04-11-2008 retour 05-11-2008	Allocution le 5 novembre 2008 de mesdames Louise Marchand et Maryse Pelletier, lors de la conférence marquant le 20 ^e anniversaire de l'entrée en vigueur de la <i>Loi sur l'équité salariale</i> en Ontario	M ^{mes} Emanuela P. Heyninck, commissaire, Commission de l'équité salariale, Ontario Marie Drolet, analyste, Statistique Canada Mary Cornish, avocate, Associée seniore Cavalluzzo, Hayes Norma Dubé, adjointe au sous-ministre du Travail, Nouveau-Brunswick Johanne Perron, coordonnatrice, Coalition équité salariale, Nouveau-Brunswick Autres panélistes présents (120)	1 627 \$	M ^c Louise Marchand Présidente CÉS - Québec M ^{me} Maryse Pelletier Secrétaire générale CÉS-Québec

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

2. POUR CHACUN DES MINISTÈRES OU ORGANISMES PUBLICS ET PARAPUBLICS, LORS DE MISSION À L'ÉTRANGER :

la liste des ententes signées et/ou annoncées;

les détails de ces ententes;

les résultats obtenus à ce jour;

la copie du rapport de mission;

les investissements annoncés.

**La réponse à cette question est en partie
incluse à la question 1.**

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

3. LES SOMMES DÉPENSÉES POUR LES VOYAGES EN AVION ET/OU EN HELICOPTÈRE DE CHAQUE MEMBRE DU CONSEIL DES MINISTRES ET DES MEMBRES DES CABINETS MINISTÉRIELS AU QUÉBEC ET À L'ÉTRANGER.

**La réponse à cette question est en partie
incluse à la question 1.**

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

4. **LISTE DES DÉPENSES EN PUBLICITÉ (INCLUANT DANS INTERNET) EN ARTICLES PROMOTIONNELS ET EN COMMANDITES :**
 - les sommes dépensées pour l'exercice financier 2008-2009 et les prévisions pour 2009-2010;
 - les firmes de publicité;
 - mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
 - le nom des fournisseurs, incluant les contrats de photographes;
 - le but visé par chaque dépense;
 - dans le cas d'une commandite, l'organisme bénéficiaire.

- Firmes de publicité :	S/O
- Mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) :	S/O
- Le nom des fournisseurs, incluant les contrats de photographes :	Voir tableau ci-dessous
- Le but visé par chaque dépense :	1 Pour informer les employeurs 2 Pour informer les travailleuses (voir tableaux ci-dessous)

Titre	Type	Fournisseur	Coût
-------	------	-------------	------

1) Pour informer les employeurs

Différents articles de promotion (stylos à bille roulante)	Promotion	Publicité Cantin	810 \$
Pochettes et couvertures	Promotion	JB Deschamps	2 092 \$
L'équité salariale un outil de gestion pour les entreprises	Publicité	Capital Québec	1 501 \$
L'équité salariale, une obligation légale qui rapporte	Publicité	Agenda RH2009 CQRHT	1 323 \$
		Ose Design	940 \$
L'équité salariale, une obligation légale qui rapporte	Publicité	Colloque OCRHA	350 \$
		Ose Design	250 \$
L'équité salariale, une obligation légale qui rapporte	Publicité	La Nouvelle Édition	1 184 \$
		Ose Design	140 \$
L'équité salariale, une obligation légale qui rapporte	Publicité	Le Détaillant	1 103 \$
		Ose Design	495 \$

2) Pour informer les travailleuses

L'équité salariale un levier économique pour les travailleuses	Publicité	La Gazette des femmes	763 \$
		Ose Design	95 \$
L'équité salariale un levier économique pour les femmes	Publicité	La Gazette des femmes	1 000 \$
		Ose Design	150 \$
Votre emploi soutien la comparaison	Publicité	Bulletin L'Interaction	625 \$
L'équité salariale un levier économique pour les femmes	Publicité	La Gazette de la Mauricie	1 160 \$
		Ose Design	150 \$
L'équité salariale un levier économique pour les femmes	Publicité	Le Devoir	1 836 \$
		Ose Design	195 \$
Différents articles de promotion	Promotion	Publicité Cantin	1 700 \$

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

5.A LISTE VENTILÉE PAR BÉNÉFICIAIRE ET PAR MODE D'OCTROI (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère, un cabinet ministériel ou un organisme en 2008-2009 en indiquant:

- le nom du professionnel ou de la firme;
- le mandat et le résultat (rapport ou document final);
- le coût;
- dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

CONTRATS RELIÉS À L'ADMINISTRATION

NOM DU CONTRACTANT	OBJET DU CONTRAT	MONTANT
Accès Solutions Technologiques inc.	Installation d'un système de caméras de surveillance	3 305 \$
Bell Distribution	Remplacement de téléphones cellulaires (15) et achat de Blackberry (4)	2 180 \$
Bell Distribution	Blackberry : 3 licences, 4 supports annuels client et 1 support annuel serveur	1 048 \$
Compu-Finder	Formation « Recrutement : détecter les imposteurs » (1 cadre)	1 444 \$
Compu-Finder	Formation « Intelligence relationnelle » (3 membres de la Commission)	5 558 \$
Drake International inc.	Contrat pour une réceptionniste au bureau de Montréal	9 240 \$
École nationale d'administration publique (ÉNAP)	Programme d'apprentissage des professionnels en encadrement de personnes ou d'activités (1 professionnel)	2 750 \$
École nationale d'administration publique (ÉNAP)	Programme d'apprentissage des professionnels en encadrement de personnes ou d'activités (1 professionnel)	2 750 \$
École nationale d'administration publique (ÉNAP)	Programme de formation à la gestion publique (1 cadre)	1 938 \$
École nationale d'administration publique (ÉNAP)	Journée d'apprentissage et de travail en équipe pour les enquêtrices et les enquêteurs (14 employés)	4 225 \$

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

5.A LISTE VENTILÉE PAR BÉNÉFICIAIRE ET PAR MODE D'OCTROI (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère, un cabinet ministériel ou un organisme en 2008-2009 en indiquant:

- le nom du professionnel ou de la firme;
- le mandat et le résultat (rapport ou document final);
- le coût;
- dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

CONTRATS RELIÉS À L'ADMINISTRATION

NOM DU CONTRACTANT	OBJET DU CONTRAT	MONTANT
Groupe C.D.P. inc.	Achat de 2 classeurs latéraux	1 235 \$
Groupe C.M.I. inc.	Formation sur les outils de pilotage du système de gestion intégrée des dossiers (GID) et support-conseil lors des travaux en mode pilotage de l'application	12 600 \$
Groupe Renaud & Associés inc.	Programme d'aide aux employés	6 000 \$
Ordre des conseillers en ressources humaines et en relations industrielles agréés du Québec (OCRHRI)	Six (6) inscriptions au Congrès annuel	4 871 \$
Stratège télécom inc.	Achat de bases (30) et casques d'écoute (30) et oreillettes (6)	6 063 \$
Via Rail	Achat de billets économiques Montréal/Québec	4 560 \$
Via Rail	Achat de billets économiques Montréal/Québec	7 477 \$

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

5.B LISTE VENTILÉE PAR BÉNÉFICIAIRE ET PAR MODE D'OCTROI (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ) DE TOUS LES CONTRATS OCTROYÉS PAR UN MINISTÈRE, UN CABINET MINISTÉRIEL OU UN ORGANISME EN 2008-2009 EN INDIQUANT:
 le nom du professionnel ou de la firme;
 le mandat et le résultat (rapport ou document final);
 le coût;
 dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

CONTRATS RELIÉS AUX COMMUNICATIONS

NOM DU CONTRACTANT	OBJET DU CONTRAT	MONTANT
Imprimeries Transcontinental S.E.N.C.	5 000 brochures « Le salaire a-t-il encore un sexe ? »	2 625 \$
Imprimeries Transcontinental S.E.N.C.	2 000 dépliants « Plainte »	1 163 \$
Imprimeries Transcontinental S.E.N.C.	1 000 copies du dépliant « Pay Equity »	1 039 \$
JB Deschamps inc.	1 000 pochettes de presse et 2 000 couvertures	2 092 \$
Merlicom	Location d'un espace au Salon CRHRI	2 495 \$
Ose Design	Création du nouveau visuel du site internet	2 250 \$
Ose Design	Adaptation du visuel développé aux pages secondaires du site internet	2 550 \$

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

5.B LISTE VENTILÉE PAR BÉNÉFICIAIRE ET PAR MODE D'OCTROI (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NEGOCIÉ) DE TOUS LES CONTRATS OCTROYÉS PAR UN MINISTÈRE, UN CABINET MINISTERIEL OU UN ORGANISME EN 2008-2009 EN INDIQUANT:

le nom du professionnel ou de la firme;

le mandat et le résultat (rapport ou document final);

le coût;

dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

CONTRATS RELIÉS AUX COMMUNICATIONS

NOM DU CONTRACTANT	OBJET DU CONTRAT	MONTANT
Ose Design	Création et production du dépliant et formulaire de plainte	1 650 \$
Publicité Cantin	2 000 stylos en carton recyclé (objets promotionnels)	1 700 \$
Société Plan de Vol inc.	Intégration des nouveaux visuels au site internet	8 820 \$
Société Plan de Vol inc.	Intégration du nouveau menu et des nouveaux bandeaux au site internet	1 800 \$
Société Plan de Vol inc.	Support à la mise à jour du site www.ces.gouv.qc.ca	1 200 \$

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

5.C LISTE VENTILÉE PAR BÉNÉFICIAIRE ET PAR MODE D'OCTROI (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ) DE TOUS LES CONTRATS OCTROYÉS PAR UN MINISTÈRE, UN CABINET MINISTÉRIEL OU UN ORGANISME EN 2008-2009 EN INDIQUANT:

- le nom du professionnel ou de la firme;
- le mandat et le résultat (rapport ou document final);
- le coût;
- dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

CONTRATS RELIÉS À L'INFORMATIQUE

NOM DU CONTRACTANT	OBJET DU CONTRAT	MONTANT
Compugen inc.	Achat d'une licence serveur Windows Enterprise et 70 Windows Server 2008 User CAL (Licences clients) (Rehaussement)	3 867 \$
Compugen inc.	Achat de deux licences serveurs Windows 2008	1 268 \$
Compugen inc.	Achat de 62 licences Office 2007 (mise à jour des licences)	20 193 \$
Compugen inc.	Achat d'une licence serveur 50 clients Windows Service G6 Essential et d'un pack de 20 clients non serveur OSES	1 712 \$
Compugen inc.	Achat de 72 mises à jour annuelles Symantec EndPoint renewal (antivirus)	1 404 \$
Compugen inc.	Achat de 2 Symantec BackupExec pour Windows server, 3 Windows server agent, 1 Windows agent pour Microsoft Exchange et 1 Windows agent pour Microsoft SQL (mise à jour annuelle)	1 125 \$
Compugen inc.	Achat d'une licence Exchange Serveur Standard 2007 et 62 licences Exchange 2007	4 277 \$
Dell Canada inc.	Achat d'un serveur	10 425 \$

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

5.C LISTE VENTILÉE PAR BÉNÉFICIAIRE ET PAR MODE D'OCTROI (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ) DE TOUS LES CONTRATS OCTROYÉS PAR UN MINISTÈRE, UN CABINET MINISTÉRIEL OU UN ORGANISME EN 2008-2009 EN INDIQUANT:
 le nom du professionnel ou de la firme;
 le mandat et le résultat (rapport ou document final);
 le coût;
 dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

CONTRATS RELIÉS À L'INFORMATIQUE

NOM DU CONTRACTANT	OBJET DU CONTRAT	MONTANT
Dell Canada inc.	Achat de trois (3) commutateurs réseau (rehaussement infrastructure réseau)	2 937 \$
Dell Canada inc.	Banque d'heures de soutien informatique (ressource Microsoft)	4 930 \$
Hypertech Systèmes	Achat d'un ordinateur portable	1 399 \$
Hypertech Systèmes	Achat de cinq (5) micro-ordinateurs	4 528 \$
Infoglobe	Banque d'heures en soutien informatique (sécurité, détection d'intrusion et Linux)	3 000 \$
Informatique EBR inc.	Achat de deux (2) ordinateurs portables pour le service de la formation.	1 900 \$
Service d'entretien d'équipement bureautique (SEEB) – Centre de services partagés du Québec	Soutien informatique aux usagers (banque d'heures)	11 600 \$

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

5.D LISTE VENTILÉE PAR BÉNÉFICIAIRE ET PAR MODE D'OCTROI (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ) DE TOUS LES CONTRATS OCTROYÉS PAR UN MINISTÈRE, UN CABINET MINISTÉRIEL OU UN ORGANISME EN 2008-2009 EN INDIQUANT:

le nom du professionnel ou de la firme;

le mandat et le résultat (rapport ou document final);

le coût;

dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

CONTRATS RELIÉS AUX RELATIONS DE TRAVAIL (MISSION)

NOM DU CONTRACTANT	OBJET DU CONTRAT	MONTANT
Cabinet de relations publiques National inc.	Conseils stratégiques et accompagnement en matière de communication externe	4 000 \$
Fortin, Pierre	Préparation et présentation d'une conférence pour la journée de planification stratégique	1 700 \$
GP3 Groupe Conseil inc.	Soutien à la démarche de planification stratégique	24 000 \$
Hôtel Palace Royal	Forfait réunion, rencontre du personnel pour la planification stratégique (1ere étape)	2 293 \$
Musée National des Beaux-Arts du Québec	Forfait réunion, rencontre du personnel pour la planification stratégique (dernière étape)	2 417 \$

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

6. POUR CHAQUE PROJET DE DÉVELOPPEMENT INFORMATIQUE DE PLUS DE UN MILLION DE DOLLARS INITIÉ DEPUIS L'EXERCICE FINANCIER 2003-2004 AU SEIN DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME, D'UNE SOCIÉTÉ OU D'UNE ENTREPRISE RELEVANT DU MINISTÈRE :

le nom du projet;

la nature du projet;

le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;

les plus récents estimés du coût du projet;

les sommes totales engagées à ce jour reliées au projet;

les firmes ou OSBL associées au développement du projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour et le mode d'octroi du contrat le cas échéant;

le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour.

S/O

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

<p>7. POUR LE CABINET MINISTÉRIEL, POUR LA DIRECTION GÉNÉRALE DU MINISTÈRE ET POUR LES ORGANISMES SOUS L'AUTORITÉ DU MINISTRE, LE MONTANT, POUR L'ANNÉE 2008-2009, DE CHACUNE DES DÉPENSES SUIVANTES :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la photocopie; - la téléphonie cellulaire et coût d'utilisation incluant les « Blackberry »; - les ordinateurs portables; - les téléavertisseurs; - le mobilier de bureau; - les distributeurs d'eau de source; - le remboursement des frais de transport; - le remboursement des frais d'hébergement; - le remboursement des frais de repas; - l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement : <ul style="list-style-type: none"> i. au Québec; ii. à l'extérieur du Québec. 	
- la photocopie;	9 399 \$
- la téléphonie cellulaire et coût d'utilisation incluant les « Blackberry »;	7 756 \$
- les ordinateurs portables (incluant les garanties);	3 479 \$
- les téléavertisseurs;	0 \$
- le mobilier de bureau;	4 565 \$
- les distributeurs d'eau de source;	1 756 \$
- le remboursement des frais de transport;	72 068 \$
- le remboursement des frais d'hébergement;	35 473 \$
- le remboursement des frais de repas;	23 587 \$
- l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement;	
i. au Québec;	49 019 \$
ii. à l'extérieur du Québec. (20 ^e anniversaire de l'entrée en vigueur de la <i>Loi sur l'équité salariale</i> en Ontario – sur invitation)	1 627 \$

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

8. CONCERNANT LES EFFECTIFS DE CHACUN DES MINISTÈRES ET ORGANISMES, ET CE, POUR 2004-2005, 2005-2006, 2006-2007, 2007-2008 ET 2008-2009 AINSI QUÉ LES PRÉVISIONS POUR 2009-2010

a) Le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles

Tranches d'âge: a) moins de 35 ans
b) 35 ans et plus

CATÉGORIES D'EMPLOI	PERSONNEL MASCULIN		PERSONNEL FÉMININ		PERSONNEL HANDICAPÉ		ANGLOPHONES		AUTOCHTONES		COMMUNAUTÉS CULTURELLES	
	Nombre d'effectifs	%	Nombre d'effectifs	%	Nombre d'effectifs	%	Nombre d'effectifs	%	Nombre d'effectifs	%	Nombre d'effectifs	%
Hors-cadres - 35 ans	-	-	-	-			-	-			-	-
+ 35 ans	-	-	3	5,5			-	-			-	-
Cadres - 35 ans	-	-	-	-			-	-			-	-
+35 ans	2	3,7	2	3,7			-	-			-	-
Professionnels - 35 ans	2	3,7	5	9,3			-	-			1	1,8
+ 35 ans	8	14,8	18	33,3			-	-			2	3,7
PBTA - 35 ans	-	-	1	1,8			-	-			-	-
+35 ans	3	5,6	10	18,5			1	1,8			-	-
TOTAL	15	27,8	39	72,2			1	1,8			3	5,5

Question 8b) Le nombre total de jours de maladie pris par le personnel

Question 8c)- Le nombre total d'heures de travail supplémentaires réalisées par le personnel et répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires

Question 8d)- Le nombre total de jours de vacances pris par le personnel

	CONGÉS DE MALADIE ²				VACANCES (JOURS)				TEMPS SUPPLÉMENTAIRE (HEURES)								
	Cad res	Prof.	Fonct.	Ouvr.	Cadres	Prof.	Fonct.	Ouvr.	RÉALISÉES			PAYÉES			COMPENSÉES		
									Prof.	Fonct.	Ouvr.	Prof.	Fonct.	Ouvr.	Prof.	Fonct.	Ouvr.
AVRIL	2,5	34,5	12,0		5,0	10,0	1,5		158,14	78,75		42,25	13,75		115,89	65,00	
MAI	0,0	35,0	5,0		3,0	39,0	21,5		165,91	27,50		42,75	11,25		123,16	16,25	
JUIN	0,0	26,0	8,0		2,5	42,5	41,5		136,32	35,50		58,16	16,25		78,16	19,25	
JUILLET	2,0	35,0	2,5		7,0	178,0	72,0		77,50	18,50		45,00	18,50		32,50	0,00	
AOÛT	0,0	53,5	5,0		37,0	164,0	79,5		55,00	21,00		29,50	21,00		25,50	0,00	
SEPTEMBRE	0,0	46,5	10,5		0,0	26,5	14,0		201,39	36,50		80,50	31,50		120,89	5,00	
OCTOBRE	2,0	63,0	33,5		2,0	18,0	7,5		161,23	53,25		56,50	39,75		104,73	13,50	
NOVEMBRE	0,0	56,0	21,5		0,0	3,5	4,5		139,40	59,75		59,25	29,75		80,15	30,00	
DECEMBRE	1,0	43,0	10,5		12,0	35,0	25,0		93,22	23,00		33,00	21,00		60,22	2,00	
JANVIER	0,0	35,0	8,5		2,0	14,0	4,0		96,41	39,50		33,75	29,75		62,66	9,75	
FÉVRIER	1,0	37,5	8,5		0,0	13,0	5,0		50,08	35,50		15,00	26,00		35,08	9,50	
MARS	0,0	22,0	0,0		0,0	0,0	0,0		0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00	
TOTAL	8,5	487,0	125,5		70,5	543,5	276,0		1334,60	428,75		495,66	258,50		838,94	170,25	

2. Sont comptabilisés dans les congés de maladie les codes 120 (maladies), 246 (assurance salaire P2), 248 (assurance salaire P3) et 270 (délai de carence).

3. Les données concernent le personnel régulier et occasionnel assujetti à la Loi sur la fonction publique (incluant 1 membre de la haute direction assujetti).

Question 8e) Le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique

Au cours de l'année financière 2008-2009, aucune plainte pour harcèlement psychologique n'a été déposée à la Commission de l'équité salariale.

Question 8f) Évolution des effectifs réguliers par catégories d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions).

Catégorie d'emplois	Québec	Montréal	Total
Haute direction	2	1	3
Cadre	4	0	4
Professionnel	20	8	28
Technicien	5	0	5
Soutien	6	0	6
Total	37	9	46⁴

4. Les données présentées sont extraites du SAGIP à la paye 26 de 2008-2009 et présentent les effectifs en place au 13 mars 2009. Les effectifs de la Commission concernent le personnel régulier assujéti à la Loi sur la fonction publique.

Question 8g) L'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir⁵

Catégorie d'emplois	Femme	Homme	Total
Professionnel	4	1	5

5. Les données concernent des emplois d'experts.

Question 8h) Le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie⁶

Catégorie d'emplois	Femme	Homme	Total
Professionnel	1	0	1
PBTA	0	0	0
TOTAL	1	0	1

6. Ces données ont été tirées des listes SAGIP destinées à l'étude des crédits. Elles concernent le personnel régulier assujéti à la Loi sur la fonction publique ayant un horaire majoré.

Question 8i) Le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions)

Nombre de postes autorisés (au 1^{er} avril 2009) : 63
La ventilation par catégorie d'emploi et par territoire n'est pas disponible.

Question 8j) Le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires

Données non disponibles

Question 8k) Le nombre de départs à la retraite anticipés pour les cinq prochaines années

Catégorie d'emplois	2009-2010	2010-2011	2011-2012	2012-2013	2013-2014	Total
Cadre						0
Professionnel	2	1		4	1	8
Technicien		1			1	2
Soutien	1		1		1	3
Total	3	2	1	4	3	13

Personnes admissibles à la retraite (sans réduction actuarielle).

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

9. LISTE DES BAUX POUR LES ESPACES OCCUPÉS PAR LES MINISTÈRES ET ORGANISMES EN INDIQUANT POUR CHACUN D'EUX :
- l'emplacement de la location;
 - la superficie du local loué;
 - la superficie réellement occupée;
 - la superficie inoccupée;
 - le coût de location au mètre carré;
 - le coût total de ladite location;
 - les coûts d'aménagement réalisés depuis le 1^{er} avril 2008, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
 - la durée du bail;
 - le propriétaire de l'espace loué.

La réponse à cette question sera transmise le Ministère des Services gouvernementaux et ce, pour tous les ministères et organismes.

les coûts d'aménagement réalisés depuis le 1^{er} avril 2008, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;

Au bureau de **Montréal**, nous avons transformé une salle de réunion en bureau pour un conciliateur.

861 \$

Au bureau de **Québec**, seuls quelques déplacements à l'interne ont été effectués.

218 \$

Total

1 079 \$

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

10. COÛTS DE DÉMÉNAGEMENT, D'AMÉNAGEMENT ET TRAVAUX EFFECTUÉS
DANS LES CABINETS MINISTÉRIELS ET DANS LEUR BUREAU DE
CIRCONSCRIPTION DU 1^{ER} AVRIL 2008 À CE JOUR

S/O

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

- II. LISTE DU PERSONNEL DE CABINET DE CHAQUE MEMBRE DU CONSEIL DES MINISTRES DURANT L'ANNÉE 2008-2009 EN INDIQUANT POUR CHAQUE INDIVIDU :
- la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant;
 - le titre de la fonction;
 - l'adresse du port d'attache;
 - le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;
 - la prime de départ versée, le cas échéant;
 - la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;
 - la description de tâches;
 - le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet depuis le 1^{er} avril 2008;
 - le nombre total d'employés au cabinet;
 - la masse salariale totale par cabinet pour les années 2005-2006, 2006-2007, 2007-2008 et 2008-2009;
 - le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la fonction occupée;
 - s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées *Directives sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre* et *Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État*.

S/O

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

12. LISTE DES SOMMES D'ARGENT VERSEES EN 2008-2009 A MEME LE BUDGET DISCRETIONNAIRE DU :
- i. ministre;
 - ii. ministère ou de l'organisme, en indiquant :
 - le nom de l'organisme concerné ou de la personne;
 - la circonscription électorale;
 - le montant attribué;
 - le projet visé et le résultat.

S/O

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

13. LA VENTILATION DÉTAILLÉE DES BUDGETS DE DÉPENSES DÉCOULANT DES TRANSFERTS OBTENUS DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL (PRÉCISER LE MONTANT RECU) EN 2006-2007, 2007-2008 ET 2008-2009; POUR CHACUN DES PROGRAMMES OU DES FONDS. DESCRIPTION SOMMAIRE DU MODE DE SUBVENTION ET LES PRÉVISIONS POUR LES EXERCICES FINANCIERS 2009-2010, 2010-2011 ET 2011-2012.

S/O

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

14. LISTE DU PERSONNEL EN DISPONIBILITÉ PAR CATEGORIES D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC...) EN INDIQUANT :
- le poste initial;
 - le salaire;
 - le poste actuel, s'il y a lieu;
 - la date de la mise en disponibilité;
 - la prévision 2009-2010 et 2010-2011.

**La réponse à cette question sera transmise par le
Conseil du trésor.**

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

15. POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME, LE NOMBRE D'OCCASIONNELS MIS À PIED PAR CATEGORIES D'ÂGE EN 2008-2009.

**Cette question ne semble pas pertinente
à l'exercice de l'étude des crédits.**

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

16. LISTE DU PERSONNEL HORS STRUCTURE PAR CATEGORIES D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) REMUNÉRÉ PAR LE MINISTÈRE MAIS QUI N'OCCUPE AUCUN POSTE DANS CE MINISTÈRE

le nom de la personne;

le poste occupé;

le salaire;

l'assignation initiale;

la date de l'assignation hors structure;

la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.

- Poste occupé : Cadre 3 au SCT – Direction générale des relations de travail (reclassé professionnel depuis le 4 septembre 2007)
- Salaire annuel : 104 872 \$
- Assignation initiale : 8 janvier 2005
- Date de la fin de l'assignation : Retraite le **23 octobre 2008**

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

17. LISTE DU PERSONNEL RÉMUNÉRÉ PAR LE MINISTÈRE ET AFFECTÉ À DES ORGANISMES PARAPUBLICS NON GOUVERNEMENTAUX ET AUTRES :

- l'assignation initiale;

- l'assignation actuelle;

- le salaire;

- la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.

S/O

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

18. LISTE DU PERSONNEL PAR CATEGORIES D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, CONTRACTUELS) QUI REÇOIT UNE RÉMUNÉRATION DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME RELEVANT DU MINISTÈRE ET QUI REÇOIT ÉGALEMENT UNE PRESTATION DE RETRAITE D'UN RÉGIME DE RETRAITE DU SECTEUR PUBLIC, PARAPUBLIC OU DES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DE L'ÉDUCATION, SOIT LES COMMISSIONS SCOLAIRES, LES CÉGEPs, LES ÉTABLISSEMENTS UNIVERSITAIRES, LES AGENCES RÉGIONALES ET LES ÉTABLISSEMENTS HOSPITALIERS, EN INDIQUANT :

le salaire de la personne;

le montant reçu du régime de retraite.

En ce qui a trait à l'information recherchée concernant la liste du personnel, par catégories d'emploi, qui reçoit une rémunération et une prestation de retraite d'un régime de retraite, nous vous informons que ces renseignements renferment des renseignements personnels confidentiels au sens de l'article 54 de la Loi sur l'accès. Le paragraphe 1° de l'article 53 ainsi que le premier alinéa de l'article 59 de cette loi nous obligent à refuser de donner accès à ces renseignements. Par ailleurs, l'amalgame des renseignements recherchés n'a pas un caractère public conformément à l'article 57 de la Loi sur l'accès.

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

19. LISTE DE TOUS LES ABONNEMENTS DU MINISTÈRE AINSI QUE LE CÔTÉ DE CHACUN : - les clubs privés ou autres; - les billets de saison; - etc.	
Jobboom	30 \$
Éthique publique	50 \$
Gazette des femmes (3)	10 \$
La Presse ltée (2)	333 \$
L'Actualité	30 \$
Le Devoir (2)	354 \$
Le Soleil (2)	490 \$
Le guide du pouvoir (3)	160 \$
Les Affaires	60 \$
Droits de la personne et les relations du travail – MAJ # 22	72 \$
Guide pratique Accès et protection de l'information – MAJ # 4 et 5	113 \$
Accès à l'information – Loi annotée juris. – MAJ # 14, 15 et 16	191 \$
Accès REJB	1 255 \$
Charte canadienne des droits et libertés – MAJ # 15	138 \$
Tribunaux administratifs - MAJ # 78	104 \$
130 Lois refondues du Québec - MAJ # 78	1 195 \$
Gazette Officielle du Québec – Partie 2 – Lois et règlements	245 \$
Recueil de politique de gestion (Volumes 1, 2, 3, 7, 8, 9 et 11) – MAJ	232 \$
Journal de Montréal (2)	296 \$
Protégez-vous (Site Internet)	30 \$
Accès à l'information et protection des renseignements personnels – MAJ # 12	330 \$
Contrôle judiciaire de l'action gouvernementale (CCH)	809 \$
Agenda (Québec dans le monde)	85 \$
Revue relations industrielles	120 \$
SOCAN – Attente musicale	99 \$
The Gazette (2) (un des abonnement couvre 6 mois prochains)	683 \$
Lois du travail (3)	113 \$
Code civil du Québec (2)	113 \$
Code du travail (2)	199 \$
Lois du travail (4)	165 \$
Lois sur les normes du travail (2)	190 \$
Code de procédure civil	57 \$
Alter Ego : Chartes des droits de la personne (2)	190 \$

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

20. POUR CHAQUE SITE INTERNET (INCLUANT CEUX DES ÉVÉNEMENTS PONCTUELS), ET CE, DEPUIS L'EXISTENCE DU SITE :

- le nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site;
- les coûts de construction du site;
- le coût de l'entretien et de la mise à jour;
- qui est responsable du contenu sur le site;
- quelle est la fréquence moyenne de mise à jour;
- le nombre de visiteurs (hits) par mois;
- Combien de fois le site a-t-il été refait? Quel a été le coût?
- Quels sont les critères qui ont justifié les changements?

Le nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site :	Première version : Global Internet Deuxième version : Néomédia Troisième version : Plan de vol et Ose Design
Les coûts de construction du site :	Construction : 2 930 \$ (1997-2001) Voir note (1) Réfection : 19 019 \$ (2001-2003) Voir note (2) Réfection totale : 16 620 \$ (2008-2009) Voir note (3)
Les coûts de l'entretien et de la mise à jour :	38 855 \$
Qui est responsable du contenu sur le site :	Johanne Tremblay, Responsable des communications -adjointe à la présidente
Quelle est la fréquence moyenne de mise à jour :	Hebdomadaire ou au besoin
Le nombre de visites (hits) par mois :	6 700 visites
Combien de fois le site a-t-il été refait?	2 fois
Quel a été le coût?	19 019 \$ (1 ^{ère} fois) 16 620 \$ (2 ^{ième} fois)
Quels sont les critères qui ont justifié les changements?	Voir notes (2 et 3)

(1) Construction : En octobre 1997, la conception du site Internet a été confiée à la firme Global Internet. Cette firme a construit le site à partir des indications données par la Direction des communications au moment de la création de la Commission de l'équité salariale.

(2) Réfection du site : Une réfection du site par la firme Néomédia a été complétée en octobre 2003 pour tenir compte de l'augmentation des informations à publier sur le site de la Commission. Les modifications permettent un repérage de l'information mieux adapté aux besoins des clientèles de la Commission. Une gestion dynamique de certains contenus facilite la mise à jour de l'information dans plusieurs sections du site, ce qui réduit le temps consacré à l'entretien du site tout en favorisant une plus grande accessibilité des informations sur Internet.

(3) Réfection totale du site : En 2008-2009, la Commission a revu entièrement la présentation visuelle de son site Web afin d'offrir une image plus actuelle et d'améliorer la convivialité de la navigation. À cette occasion, les divers éléments de la page d'accueil ont été revus ce qui a permis, entre autres, de rendre plus visibles les décisions de la Commission. De plus, la révision du contenu se poursuit dans le but de l'enrichir.
La gestion dynamique du site a également été améliorée afin de la rendre plus simple ce qui permettra entre autres, de diffuser plus rapidement les renseignements concernant la Loi et les activités de la Commission pour en soutenir l'application.

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

20. POUR CHAQUE SITE INTERNET (INCLUANT CEUX DES ÉVÉNEMENTS PONCTUELS), ET CE, DEPUIS L'EXISTENCE DU SITE :				
- le nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site; - les coûts de construction du site; - le coût de l'entretien et de la mise à jour; - qui est responsable du contenu sur le site; - quelle est la fréquence moyenne de mise à jour; - le nombre de visiteurs (hits) par mois; - Combien de fois le site a-t-il été refait? Quel a été le coût? - Quels sont les critères qui ont justifié les changements?				
Coûts reliés au site de la Commission	1997-2002	2002-2008	2008-2009	TOTAL
Construction				
1ère version (Global Internet)				
Construction et entretien d'un site statique	2 930 \$			2 930 \$
2^e version (Néomédia)				
Réfection du site (gestion dynamique)	12 410 \$	6 609 \$		19 019 \$
3^e version (Ose Design et Plan de vol)				
Production d'un nouveau visuel, intégration des contenus et ajout de certains éléments de gestion dynamique				
Ose Design			4 800 \$	4 800 \$
Plan de Vol			11 820 \$	11 820 \$
Entretien et mise à jour				
Services professionnels : entretien, ajouts, modifications, adaptations de contenus, intégration de fonctionnalités nouvelles				
Néomédia		13 685 \$		13 685 \$
Société Plan de Vol		8 550 \$		8 550 \$

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

21. NOMINATIONS, DEPUIS LE 1^{ER} MAI 2008, DE MANDATAIRES, ÉMISSAIRES, NÉGOCIATEURS, MÉDIATEURS, COMMISSAIRES, EXPERTS, ENQUÊTEURS ET SANS EN RESTREINDRE LA PORTEE :

- la liste:

- les mandats:

- les contrats:

- le resultat du travail effectue:

- les echeances prévues:

- les sommes impliquees.

Aucune nomination depuis le 1^{er} mai 2008.

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

22. POUR 2008-2009, LES DÉPENSES EFFECTUÉES PAR MINISTÈRE POUR LES TOURNÉES MINISTÉRIELLES ET SOUS-MINISTÉRIELLES DANS LES RÉGIONS DU QUÉBEC

S/O

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

23. MONTANTS DÉBOURSES EN 2008-2009 AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2009-2010 POUR LES ÉTUDES, AVIS OU ACHAT DE MATÉRIEL POUR LA MISE EN PLACE DU GOUVERNEMENT EN LIGNE, LES CONTRATS OCTROYÉS, LES ÉCÉANCES PRÉVUES

Les montants déboursés et les contrats octroyés propres à favoriser la mise en place du gouvernement en ligne en 2008-2009 touchent les améliorations apportées au site Internet de la Commission :

Contrats et déboursés - Voir questions 5b) et 20

Production d'un nouveau visuel, intégration des contenus et ajouts d'éléments de gestion dynamique : \$16 620.

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

24. NOMBRE DE DEMANDES D'ACCÈS À L'INFORMATION POUR 2008-2009 :
nombre de refus :
nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours :
nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours :

**Cette question ne semble pas pertinente
à l'exercice de l'étude des crédits.**

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

25. LA LISTE DE TOUS LES MANDATS CONFIES À CHAQUE ADJOINT PARLEMENTAIRE DES MEMBRES DU CONSEIL DES MINISTRES :

- le coût;
- le nombre de ressources affectées;
- le nombre de rencontres;
- le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre.

La réponse à cette question est incluse à la question 11.

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

26. LISTE DES ENTENTES ET LEUR NATURE, SIGNÉES DEPUIS LE 1^{ER} AVRIL 2008 ENTRE LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME ET LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL ET/OU D'AUTRES PROVINCES CANADIENNES, DONT LA SIGNATURE A ÉTÉ PERMISE À LA SUITE D'UNE AUTORISATION OBTENUE EN VERTU DES ARTICLES 3.11, 3.12 OU 3.12.1 DE LA LOI SUR LE MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF OU D'UNE EXCLUSION OBTENUE EN VERTU DU PREMIER ALINÉA DE L'ARTICLE 3.13 DE CETTE MÊME LOI.

**La réponse à cette question sera transmise par le
Secrétariat des Affaires intergouvernementales canadiennes.**

ÉTUDE DES CRÉDITS

2009-2010

**Demandes de renseignements particuliers
requis par l'Opposition officielle**



COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Table des matières

#	Demande de renseignements particuliers
14.	Liste des dépenses de fonctionnement de la Commission par année depuis sa création.
15.	État de réalisation et des travaux en cours de la Commission.
16.	Depuis la création de la Commission, sommes investies en publicité, ventilation par année et par type de médias.
17.	Copie des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant l'état d'avancement des travaux des entreprises privées et des secteurs publics et parapublics visant à se conformer à la <i>Loi sur l'équité salariale</i> .
18.	Nombre de décisions rendues par la Commission à ce jour et nature des décisions.
19.	Nombre d'autorisations données en 2008-2009 à des employeurs d'établir un programme distinct applicable à un ou plusieurs établissements si des disparités régionales le justifient.
20.	Nombre de demandes d'assistance d'entreprises ou de personnes concernant leur démarche d'équité salariale.
21.	Nombre de plaintes déposées à la Commission en vertu de la <i>Loi sur l'équité salariale</i> , aperçu des plaintes et état d'avancement de celles-ci.
22.	Nombre d'amendes données par la Commission en vertu du chapitre VIII de la <i>Loi sur l'équité salariale</i> , ventilation par montant des amendes, type d'infraction, secteur d'activités des employeurs.
23.	Effectifs de la Commission (total, femmes, personnes handicapées, membres de communautés culturelles, autochtones, anglophones) pour les trois dernières années ainsi que la prévision des besoins pour 2009-2010.

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

14. LISTE DES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT DE LA COMMISSION PAR ANNÉE DEPUIS SA CRÉATION

EXERCICE	RÉMUNÉRATION	FONCTIONNEMENT*	DÉPENSES TOTALES	IMMOBILISATIONS
1997-1998	768 200 \$	707 000 \$	1 475 200 \$	-----
1998-1999	1 719 314 \$	884 630 \$	2 603 944 \$	-----
1999-2000	2 522 234 \$	928 778 \$	3 451 012 \$	13 258 \$
2000-2001	2 747 660 \$	1 305 361 \$	4 053 021 \$	197 741 \$
2001-2002	2 866 421 \$	2 324 771 \$	5 191 192 \$	69 974 \$
2002-2003	3 201 141 \$	1 879 853 \$	5 080 994 \$	20 290 \$
2003-2004	3 916 605 \$	1 286 650 \$	5 203 255 \$	106 116 \$
2004-2005	4 076 028 \$	1 390 467 \$	5 466 495 \$	56 881 \$
2005-2006	3 879 323 \$	1 399 842 \$	5 279 165 \$	244 333 \$
2006-2007	3 859 713 \$	1 473 352 \$	5 333 065 \$	128 687 \$
2007-2008	3 716 753 \$	1 338 947 \$	5 055 700 \$	1 700 \$
2008-2009	3 606 685 \$	1 245 098 \$	4 851 783 \$	19 663 \$
TOTAL	36 880 077 \$	16 164 749 \$	53 044 826 \$	858 643 \$

* incluant les dépenses d'amortissement

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

15. ETAT DE RÉALISATION ET DES TRAVAUX EN COURS DE LA COMMISSION

Principales réalisations de la CÉS en 2008-2009

Outre les travaux réguliers reliés à son mandat d'information et de surveillance de l'application de la Loi (information, formation, assistance spécialisée, enquête, vérification, conciliation), au cours de l'année 2008-2009 et outre son soutien à la préparation et à la participation à la consultation en commission parlementaire sur le projet de loi no. 25 Loi modifiant la Loi sur l'équité salariale, les principales réalisations de la Commission de l'équité salariale au cours de l'année peuvent être regroupées sous deux volets :

• Partenariat et visibilité

- Conférence de la présidente et de la secrétaire générale de la Commission lors de l'activité marquant le 20^e anniversaire de la Loi sur l'équité salariale de l'Ontario, à Toronto.
- Conférence de la présidente de la Commission devant le Barreau du Québec au colloque thématique intitulé *Développements récents en droit du travail* organisé par le Service de la formation continue du Barreau du Québec (180 avocats et avocates).
- Entente intervenue avec le Barreau du Québec, l'Ordre des comptables en management accrédités du Québec, l'Ordre des comptables agréés du Québec et l'Ordre des comptables généraux licenciés du Québec (CGA), à l'effet d'inclure la formation « L'équité salariale » dans leur catalogue respectif des cours de formation continue 2008-2009. C'est la totalité des ordres professionnels ayant collaboré à la promotion de la tournée de formation de l'automne 2007 qui poursuivent leur coopération en intégrant l'équité salariale à leurs activités de formation.
- Partenariat avec l'Institut canadien d'information juridique (CanLII) et la Société québécoise d'information juridique (SOQUIJ) afin de rendre accessibles les décisions de la Commission sur leurs sites Web.
- Révision visuelle du site Web de la Commission pour en améliorer l'accessibilité de navigation et simplification de la gestion dynamique du site pour une rapidité accrue des mises à jour.
- Élaboration d'une nouvelle version du progiciel pour inclure les activités de maintien et d'une formation en ligne sur la réalisation de l'équité salariale.

• Gouvernance

- Réalisation du plan d'action de développement durable 2009-2013.

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

16. DEPUIS LA CRÉATION DE LA COMMISSION, SOMMES INVESTIES EN PUBLICITÉ, VENTILATION PAR ANNÉE ET PAR TYPE DE MÉDIAS

Exercice	Type de média	Employeurs	Travailleuses	TOTAL
1997-1998	Média écrit	4 090 \$		4 090 \$
1998-1999	Média écrit	5 801 \$	117 164 \$	122 965 \$
1999-2000	Média écrit	59 093 \$	70 755 \$	129 848 \$
2000-2001	Média écrit	35 840	140 371 \$	176 211 \$
	Radio		5 694 \$	5 694 \$
2001-2002	Média écrit	341 750 \$	90 000 \$	431 750 \$
	Radio	5 767 \$	14 400 \$	20 167 \$
	Panneaux affichage		76 547 \$	76 547 \$
2002-2003	Média écrit		16 104 \$	16 104 \$
2003-2004	Média écrit	71 454 \$		71 454 \$
2004-2005	Média écrit	893 \$	56 062 \$	56 955 \$
2005-2006	Média écrit	2 918	3 312 \$	6 230 \$
	Radio		100 002 \$	100 002 \$
2006-2007	Média écrit		2 827 \$	2 827 \$
2007-2008	Média écrit	2 000 \$	750 \$	2 750 \$
2008-2009	Média écrit	5 583 \$	5 238 \$	10 821 \$
TOTAL		535 189 \$	699 226 \$	1 234 415 \$

Au cours des années, la Commission de l'équité salariale a privilégié l'envoi direct pour rejoindre les employeurs.

À 12 reprises, elle a adressé des lettres aux employeurs leur rappelant entre autres leurs obligations, les délais, les informant du soutien et de l'aide que pouvait leur apporter la Commission. Au total, environ 570 000 lettres ont été postées, le coût de chacune est estimé à 1 \$ (coût de la poste + coût d'impression + coût du papier et de l'enveloppe + coût de la manipulation), ce qui représente 570 000 \$. Si on ajoute cette somme au montant de 535 189 \$ dépensé en publicité destinée aux employeurs, la Commission a investi au moins 1 105 189 \$ pour joindre les employeurs.

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

17. COPIE DES ÉTUDES, ANALYSES, RECHERCHES, SONDAGES, SCÉNARIOS OU PROJECTIONS CONCERNANT L'ÉTAT D'AVANCEMENT DES TRAVAUX DES ENTREPRISES PRIVÉES ET DES SECTEURS PUBLICS ET PARAPUBLICS VISANT À SE CONFORMER À LA LOI SUR L'ÉQUITÉ SALARIALE

État d'avancement des travaux dans les entreprises privées

En 2008-2009 aucun sondage auprès des entreprises privées n'a été effectué sur l'état d'avancement des travaux dans les entreprises privées. Sur la base d'une enquête-diagnostic réalisée en 2006, la Commission est en mesure d'affirmer que c'est une entreprise privée sur deux qui s'est conformée à ses obligations.

État d'avancement des travaux dans le secteur public

L'information est disponible auprès du Conseil du trésor.

État d'avancement des travaux dans le secteur parapublic

Par l'effet de la *Loi sur l'administration publique*, la plupart des organismes paragonnementaux sont devenus, en juin 2001, indépendants du Conseil du trésor dans le cadre de la *Loi sur l'équité salariale* et sont ainsi devenus des employeurs et des entreprises distinctes aux fins de l'application de la Loi.

Ces organismes ont été touchés par le jugement de la Cour supérieure invalidant le chapitre IX de la Loi sur l'équité salariale et ont dû réaliser un programme d'équité salariale sous le régime général de cette Loi.

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

18. NOMBRE DE DÉCISIONS RENDUES PAR LA COMMISSION À CE JOUR ET NATURE DES DÉCISIONS

<i>Type de dossier ou de domaine</i>	<i>Type de décisions</i>	<i>Nombre de dossiers</i>	<i>Total</i>
Plaintes			2290
	Irrecevables	919	
	Non fondées	148	
	Désistements	199	
	Retraits après intervention de la CÉS	439	
	Correctifs demandés	585	
Différends			93
	Irrecevables	12	
	Désistements	20	
	Retraits après intervention de la CÉS	34	
	Correctifs demandés	27	
Enquêtes à l'initiative de la CÉS			90
	Mandats d'enquête	61	
	Cesse d'agir	8	
	Correctifs demandés	14	
	Avis procédures CRT	7	
Vérifications			40
	Avis procédures CRT	8	
	Cesse d'agir	11	
	Correctifs demandés	21	
Rapports présentés dans le cadre du chapitre IX			185
	Approuvés	149	
	Refusés	19	
	Correctifs demandés	17	
Disparités régionales			57
	Approuvés	56	
	Refusés	1	
Comités sectoriels d'équité salariale			6
	Approuvés	6	
	Refusés	0	
Nombre de représentants au sein du comité d'équité salariale			10
Prolongation de délai pour l'étalement des ajustements salariaux			6
	Approuvés	2	
	Refusés	4	
Préavis de décision		2117	2117
Applications de décision			170
	Avis procédures CRT	11	
	Cesse d'agir	86	
	Correctifs demandés	73	
GRAND TOTAL :			5064

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

19. NOMBRE D'AUTORISATIONS DONNÉES EN 2008-2009 À DES EMPLOYEURS D'ÉTABLIR UN PROGRAMME DISTINCT APPLICABLE À UN OU PLUSIEURS ÉTABLISSEMENTS SI DES DISPARITÉS RÉGIONALES LE JUSTIFIENT

- Aucune autorisation donnée en 2008-2009.

- Depuis 1997, 57 demandes d'autorisation ont été faites dont 56 ont été accordées.

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

20. NOMBRE DE DEMANDES D'ASSISTANCE D'ENTREPRISES OU DE PERSONNES CONCERNANT LEUR DEMARCHE D'EQUITE SALARIALE	
Pour l'année 2008-2009 :	
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Demandes de renseignements reçues et traitées : 1484 <ul style="list-style-type: none"> - de la part d'entreprises (employeurs, consultants, etc.) : 728 - de la part de syndicats : 50 - de la part de personnes salariées : 583 - Autres : 123 	
▪ Demandes de documents d'information (incluant le progiciel)	8 753
▪ Présences à des sessions d'information et de formation	617
▪ Consultations du site Internet	80 255
▪ Demandes d'assistances spécialisées aux entreprises	305
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Conciliations : 184 <ul style="list-style-type: none"> - Dossiers fermés <ul style="list-style-type: none"> ➤ plaintes 52 ➤ différends 8 - Dossiers en processus de conciliation <ul style="list-style-type: none"> ➤ plaintes 107 ➤ différends 17 	

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

21. NOMBRE DE <u>PLAINTES</u> DÉPOSÉES À LA COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE EN VERTU DE LA <i>LOI SUR L'ÉQUITÉ SALARIALE</i> , APERÇU DES PLAINTES ET ÉTAT D'AVANCEMENT DE CELLES-CI		
I) Plaintes et état d'avancement	Du 26 mars 2008 au 31 mars 2009	Cumul au 31 mars 2009
Dossiers réglés :		
Sous-total :	191	2470
Dossiers en traitement :		
Sous-total :	2076	
TOTAL :	4546	
Plaintes déposées entre le 26 mars 2008 et 31 mars 2009: 243		
II) Objet des plaintes		
L'analyse des données concernant les dossiers de plaintes reçues en 2008-2009 révèle que :		
<ul style="list-style-type: none"> - 127 plaintes comportent des allégations selon lesquelles l'exercice d'équité salariale n'est pas terminé ou les résultats de la démarche ne sont pas à la satisfaction des parties plaignantes; - 43 plaintes invoquent la mauvaise foi, les agissements arbitraires ou discriminatoires, ou la négligence grave dans la démarche d'équité salariale; - 71 plaintes ont pour motif que l'équité salariale n'est pas maintenue dans l'entreprise; - 2 plaintes portent sur des questions de représailles. 		

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

22. NOMBRE D'AMENDES DONNÉES PAR LA COMMISSION EN VERTU DU CHAPITRE VIII DE LA *LOI SUR L'ÉQUITÉ SALARIALE*, VENTILATION PAR MONTANT DES AMENDES, TYPE D'INFRACTION, SECTEUR D'ACTIVITÉS DES EMPLOYEURS

Aucune amende n'a été imposée en vertu de la *Loi sur l'équité salariale*.

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

23. EFFECTIFS DE LA COMMISSION (TOTAL, FEMMES, PERSONNES HANDICAPÉES, MEMBRES DE COMMUNAUTÉS CULTURELLES, AUTOCHTONES, ANGIOPHONES) POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES AINSI QUE LA PRÉVISION DES BESOINS POUR 2009-2010.

Les effectifs (réguliers et occasionnels)	51
Personnes nommées par le gouvernement :	+ 3
	54

Nombre de femmes :	39
--------------------	----

Nombre de personnes handicapées :	0
-----------------------------------	---

Nombre de personnes membres des communautés culturelles :	3
--	---

Nombre de personnes autochtones :	0
-----------------------------------	---

Nombre de personnes anglophones :	1
-----------------------------------	---